

Ré-industrialisation ?

Yves Bréchet, ancien haut-commissaire à l'énergie atomique, est membre de l'Académie des sciences.

Notre classe politique dans son ensemble semble subitement touchée par la grâce : elle découvre, au détour d'une crise sanitaire majeure, qui va induire une crise économique dévastatrice, qu'il n'est pas inopportun pour un État de disposer d'une certaine souveraineté industrielle, qu'importer 90 % de nos médicaments de Chine ou dépendre pour la fourniture des masques des importations n'est pas une situation très recommandable en période de crise mondiale. Du coup, la « souveraineté industrielle » devient un passage obligé de la rhétorique politique de tous les horizons.

Certes, un simple « retour en arrière » semble pour le moins illusoire. L'État purement colbertiste qui a présidé aux Trente Glorieuses a vécu. Et la mondialisation a conduit à une structuration de l'économie (ce que Pierre VELTZ appelle « l'économie des archipels et des réseaux ») qu'on peut peut-être amender mais dont il est difficile d'imaginer qu'on puisse la rayer d'un trait de plume.

Notre propos n'est pas d'imaginer un illusoire retour en arrière, mais de penser les conditions pour une reconstruction d'une souveraineté industrielle dans des secteurs ciblés, et avec des objectifs clairs.

Que ceux-là mêmes qui ont bradé la souveraineté industrielle, ou du moins contribué à la brader, la revendiquent aujourd'hui ne manque pas de piquant. Mais la question de la reconquête d'une souveraineté industrielle bradée à l'encan par des décennies d'absence de politique industrielle dépasse les lilliputiens politiques qui nous gouvernent. Elle apparaît dans sa cruelle nécessité, ne serait-ce que par la comparaison en ces temps de crise sanitaire entre l'Allemagne et la France. Et il importe que cette prise de conscience ne fasse pas feu de paille, et donc il est nécessaire de comprendre les conditions qui peuvent faire de la reconquête de la souveraineté industrielle un objectif réel, et non un énième artifice de communication. Avant de jeter les milliards à poignées, il importe de savoir quelle stratégie avoir. Sinon, il y a tout lieu de craindre que sous couvert de « ré-industrialisation » on se contente une fois encore de servir les affidés.

LES RACINES DU MAL ET L'ÉNONCÉ DU PROBLÈME

La perte de souveraineté nationale dans le domaine de l'industrie, dans un pays traditionnellement colbertiste comme la France, ne peut être qu'une conséquence conjointe de la démission de l'État et de la compétition des pays concurrents. On ne peut, dans l'espace d'un article, que donner à grands traits, sans les nuances nécessaires, les grandes lignes des conditions indispensables pour que le discours sur la « souveraineté industrielle » ne soit pas un vain mot. En particulier, on ne peut se contenter d'agiter le mot « mondialisation » comme un épouvantail qui serait responsable de tous les maux.

Chaque *item* de ce texte mériterait tout un développement, et les exemples ne manquent pas pour appuyer les constatations un peu brutales qui y figurent. **Mais on a tellement pris l'habitude de mentir et de se mentir, de se voiler la face sur l'état de la souveraineté de notre pays qu'on voit aujourd'hui dans le désastre sanitaire les conséquences de cette politique de l'autruche.** Et comme si cela ne suffisait pas, au bord d'une crise économique majeure les « décroissantistes » sortent du bois, **les profiteurs de subventions se jettent sur un pays exsangue pour le vampiriser de subventions (qui pour de l'éolien, qui pour de l'hydrogène...), sans compter les nouvelles occasions de fraudes massives (sur les certificats d'émission, sur les subventions à l'isolation...).**

Je ne sais pas s'il y a encore une chance de redresser le pays dans le triple désastre qui se profile (sanitaire, économique et social, politique). Mais je suis certain que ce n'est pas en se payant d'une prose « sub-khâgneuse » que nous y arriverons. L'heure est grave, la franchise est plus que jamais indispensable. Je doute fortement que la classe politique actuelle ait l'envie et la capacité de l'écouter.

Pour redresser la barre, il faut tout d'abord faire un état des lieux sans complaisance, en identifiant bien ce qui est indispensable à la souveraineté et ce qui est un atout économique du pays. Les deux ne coïncident pas nécessairement, car on peut avoir des besoins industriels indispensables à la souveraineté qui ne sont pas nécessairement des secteurs où nous sommes compétitifs au niveau

international. Ce qui est indispensable à la souveraineté doit être maintenu ou reconstitué si cela a disparu, ce qui est un atout industriel doit être développé.

Si on peut espérer reconstruire une souveraineté industrielle dans la durée, il est aussi urgent de mettre au jour les carences de notre système éducatif et les manques criants en termes de compétences. La difficulté endémique de notre système bancaire à soutenir des actions industrielles demande aussi à être questionnée. Enfin, l'évaporation des capacités de décision, au niveau de l'État vers l'Europe, au niveau des entreprises vers les multinationales, est certainement une question clé, qui mérite un traitement en profondeur, mais que je n'aborderai pas dans cet article qui n'a d'autre objectif que de préciser ce qu'on peut entendre par « souveraineté industrielle ».

ÉTUDE DE CAS : LES TURBINES ARABELLE ET LA VENTE DE ALSTOM À Général Electric

La vente de ALSTOM à GE dans un pays où 95 % de l'électricité (nucléaire ou hydraulique) dépend de turbines en a laissé parfois plus d'un. Le conflit ouvert entre le secrétaire général adjoint de l'Élysée d'alors et le ministre de l'Industrie et les interférences de la justice états-unienne ont fait du dossier de la vente d'ALSTOM à GE, avec toute la complexité de la situation financière de l'entreprise, un feuilleton politico-financier qui n'honore pas l'État et où flotte un désagréable parfum d'arbitraire. Sans entrer dans le détail des transactions, le cas de la **turbine Arabelle** est assez emblématique d'une absence de stratégie industrielle de l'État. Emblématique par l'absence de lucidité vis-à-vis des conséquences; emblématique par l'absence de prise de conscience de l'erreur faite ; emblématique par l'absence de réaction de l'État, de la haute administration des ministères, de la classe politique, de la Banque publique d'investissement pour corriger l'erreur. Les turbines Arabelle, parmi les plus puissantes du monde, équipent le palier N4, à savoir les 2 réacteurs nucléaires de Chooz et les 2 de Civaux, mais aussi les EPR : 2 à TAISHAN, 1 à OLKYLUOTO, 1 à FLAMANVILLE, 2 à HINKLEY POINT, et elles doivent équiper les EPR2 à venir (?). Au total, on compte donc 8 machines installées, dont 6 en fonctionnement et 4 en cours d'installation. Le retour d'expérience du N4 (plus de vingt ans) et de TAISHAN est excellent. Si l'État ne fait rien pour les récupérer à Belfort, GE vendra l'usine ? La technologie ? L'activité aux Chinois? À moins que Siemens ne se mette sur les rangs. L'absence de réaction à ce jour laisse deux options : la crainte de déplaire au prince ou une réalisation de la sentence d'Euripide : « *Les dieux aveuglent ceux qu'ils veulent perdre.* »

La souveraineté ne peut se concevoir sans une maîtrise de matériaux critiques, comme les métaux ou les composites.

LES FACETTES DE LA SOUVERAINÉTÉ INDUSTRIELLE

La souveraineté industrielle est un édifice à plusieurs étages. Il importe pour bien cibler les actions de les distinguer sans chercher à les opposer.

L'étage supérieur, ce sont les capacités industrielles permettant de maîtriser les domaines régaliens avec le maximum de degrés de liberté par rapport aux contraintes externes, que ces contraintes soient volontairement dirigées contre le pays ou qu'elles soient simplement le fruit d'évolutions spontanées. On peut citer la défense, la santé, l'énergie, les produits alimentaires de base, les technologies de l'information.

L'étage intermédiaire, ce sont les capacités industrielles qui portent sur des technologies duales ; il permet d'obtenir une masse critique de compétences et d'outils entretenue dans des conditions économiques soutenables. Il faut donc développer dans ce domaine ce qu'on peut baptiser «industries stratégiques», des fleurons industriels pour y être à la pointe de l'innovation et de la compétitivité. Les principaux secteurs concernés en France sont l'aéronautique, l'armement (en tant qu'industrie exportatrice), la mobilité terrestre, l'électronique, toutes les industries (turbines, industrie nucléaire) qui contribuent à notre souveraineté énergétique. Les fondations, enfin, c'est un écosystème soutenant l'ensemble : formation, sécurité juridique, réseaux de sous-traitants, économie de marché, capacité de financement de la ré-industrialisation, etc. En particulier, la souveraineté ne peut se concevoir sans une maîtrise de matériaux critiques, comme les métaux ou les composites, et des ressources (limitées par nature) – sans lesquels il n'est point d'industrie *matérielle*.

La maîtrise de l'ensemble de cet édifice ne signifie pas que l'on est capable de fonctionner en autarcie, mais qu'on peut contrôler les *briques technologiques* clés de chaque domaine. Par exemple, la France a très peu de sources d'énergie locales, elle doit donc en importer. Mais si elle maîtrise un portefeuille de technologies diversifié, elle minimise le risque d'actions hostiles remettant

en cause l'énergie dont elle dispose, car chaque technologie de production d'énergie fait appel à des sources différentes, réparties différemment dans le monde. Une *brique technologique* est l'assemblage de deux composants : le savoir-faire *up to date* et la capacité de production. S'il manque un des composants, la brique ne sert pas à grand-chose. Une espèce de fascination d'adolescents pour la multiplication d'applications pour leur I-PHONE a conduit toute une génération de dirigeants politiques à oublier le caractère « matériel » d'une activité industrielle (un industriel, dont par charité nous taisons le nom, disait rêver d'une « *industrie sans usines* »), soit qu'ils en ignorent jusqu'à l'existence, soit qu'ils l'englobent dans leur mépris souverain pour l'« ancien monde ».

Enfin, même dans le système capitaliste, même avec une dominance de la propriété privée, il ne peut y avoir de souveraineté industrielle ou, plus généralement, de souveraineté nationale sans un minimum de santé financière de l'État. L'industrie doit donc être rentable, et l'État efficace. D'où l'importance de secteurs non régaliens et non stratégiques, comme le luxe, qui permettent d'obtenir profitablement des devises grâce aux exportations. D'où aussi la nécessité d'assainir les finances publiques afin de disposer de capacité de « fléchage » des aides d'État vers des secteurs ciblés. On ne peut pas dire que l'État, drogué au clientélisme subventionné, ait été particulièrement performant dans l'assainissement des finances publiques, préférant rogner sur des dépenses essentielles plutôt que de toucher aux vaches sacrées. Sa participation dans la gestion des entreprises dont il est actionnaire (EDF, SNCF, ADP, FDJ...), ne brille en général pas par sa pertinence. On envoie dans les conseils d'administration des gens qui n'ont pas d'expérience et ne connaissent rien à l'industrie dont soi-disant ils assurent la tutelle.

Du point de vue strictement industriel, l'inconscience avec laquelle la France et ses gouvernements successifs ont détruit son avance dans les domaines de l'agroalimentaire, de l'énergie nucléaire, de la métallurgie, de l'industrie pharmaceutique sera sévèrement jugée par l'histoire.

Il ne peut y avoir de souveraineté en matière de défense si on n'a pas de systèmes électroniques fiabilisés quant à leur approvisionnement et vis-à-vis de la cyber-sécurité physique.

L'INDUSTRIE COMME PATRIMOINE

Que ce soit pour les secteurs industriels *de souveraineté* aussi bien que pour les secteurs industriels *stratégiques*, il faut absolument en évaluer les conditions de possibilités et les dépendances possibles, comprendre ce qui les rend possibles et ce qui les rend dépendants (en termes d'industrie manufacturière, d'industrie des matériaux, d'industrie électronique).

Les industries « classiques » qui ont été bradées sans état d'âme pour se ruiner sur des secteurs certes importants (comme l'industrie des services, ou de la communication et de l'information) ou pour répondre à des effets d'annonce (comme les nano-systèmes, et maintenant l'intelligence artificielle) sont légion. Et ce massacre irresponsable s'est fait sans voir que ces « nouveaux domaines » nous seront inaccessibles si nous n'avons pas le socle de compétences et d'outils industriels qui nous protège d'éventuels oukases de concurrents internationaux.

Quel sens a la souveraineté en matière de défense si on n'a pas de systèmes électroniques fiabilisés quant à leur approvisionnement et vis-à-vis de la cyber-sécurité physique ? Comment penser une industrie aéronautique forte quand on n'a plus de fournisseurs en titane et que nous sommes passés fort près de n'avoir plus d'industrie de l'aluminium échappant à l'emprise états-unienne ? Quelle solidité de notre industrie automobile si nous n'avons plus la maîtrise de nos aciéries ? Quel sens donner à la voiture autonome si nous ne savons plus fabriquer de voitures ? Pour ne rien dire de l'électrification du transport en dépendant de la Chine pour les batteries. **Et de cet exemple de cécité stratégique de la production d'électricité après avoir bradé les turbines ? On pourrait accumuler les exemples jusqu'à la nausée.**

Dans les vingt dernières années, on a réussi à combiner l'inefficacité de la gestion étatique avec la cupidité de la gestion « financière », qui exige des retours sur investissement à très court terme. La question du propriétaire, public ou privé, de l'outil de production est secondaire, la vraie question est la vision qu'on a de l'outil industriel. Doit-on le considérer comme un patrimoine à développer et à renforcer ou comme un fruit dont on extrait le jus pour jeter l'écorce ? Cette perte du sens de l'outil industriel comme patrimoine est sous-jacente à la perte de souveraineté industrielle. Le tout couronné par une « stratégie industrielle » des gouvernements successifs qui ne se sont posé ni la question du caractère stratégique, ni la question des conditions de possibilités de leurs choix, ni celle de la pertinence de ces choix autrement que pour briller dans les salons. C'est comme si on se

focalisait sur le dernier barreau d'une échelle sans se rendre compte qu'il n'est guère utile si tous les autres barreaux manquent. Mais il faut avoir une fois dans sa vie grimper sur une échelle pour le savoir !

La crise économique majeure qui se profile dans le sillage de la crise sanitaire doit être l'occasion de consolider les secteurs aujourd'hui trop dispersés, afin de constituer des ensembles industriels solides et pérennes, capables d'investir dans les ressources humaines et les moyens. Cette vision, déjà développée lors des crises précédentes, ne s'est jamais concrétisée. On a aujourd'hui la dernière opportunité pour le faire. On peut penser en particulier à la *supply chain* aéronautique (de nombreux sous-traitants sont des faiseurs extrêmement spécialisés et compétents, mais sans réelle maîtrise de leur fonctionnement), à la métallurgie. L'émiettement dans les actions et l'« éléphantisme » dans les régulations est un mal bien français. La Fédération Forge Fonderie française a une centaine d'adhérents : a-t-on besoin d'autant d'acteurs, dispersés, morcelés, sans masse critique, pour faire de la R&D ou pour maintenir leurs capacités, se livrant à une compétition mortelle entre eux pendant que les acheteurs des grands donneurs d'ordres sourcent tout ce qu'ils peuvent dans les pays dits « *low-cost* » ?

La notion d'État de droit est un point clé pour l'industrie, qui a besoin de sécurité juridique car elle travaille sur des horizons de temps sans aucune mesure avec les mondes politique ou financier. Par exemple, on tolère depuis des dizaines d'années que les acheteurs des grands constructeurs automobiles bafouent quotidiennement le Code du commerce. Leurs acheteurs, pour gagner leur bonus de fin d'année, sont capables des pires décisions, qu'ils imposent à des fournisseurs dépendants en toute illégalité. Et que penser des conditions faites à notre industrie électronucléaire pour laquelle les réglementations évoluent sans cesse, **au cours même des projets**? Le régulateur ne perçoit pas même la nécessité de justifier ses **exigences toujours renouvelées par une démonstration scientifique de leur efficacité à augmenter la sûreté des équipements**. Quelle industrie peut vivre dans ces conditions ?

L'usine de batteries électrique Tesla dans le Nevada, aux États-Unis. Il n'existe aucune usine de cette taille en Europe, qui affiche pourtant de grandes ambitions quant au développement de la mobilité électrique.

IDENTIFIER LES CARENCES DE NOTRE SYSTÈME ÉDUCATIF

La formation de la jeunesse (voir à ce sujet le rapport Boiteux de l'Académie des sciences morales et politiques, préfacé par Pierre Messmer et Raymond Barre, en 2007, qui n'a pas pris une ride) est inadaptée, à tous les niveaux. La formation des enfants dans les écoles, collèges et lycées les laisse complètement ignorants de ce qu'est le monde technique ou industriel. Cela va de pair avec le manque criant de formation scientifique des maîtres quand ce n'est pas une défiance vis-à-vis de l'industrie, voire un engagement « décroissantiste » déplacé. Il en résulte, en plus de l'ignorance, une inappétence des élèves pour les techniques qu'ils ne connaissent pas et pour les métiers dont ils ne savent même pas qu'ils existent.

Il y a clairement une trop faible part de l'apprentissage pour le niveau technicien. On pourrait avoir le même regret en ce qui concerne la formation en alternance. Le contraste avec la Suisse et l'Allemagne est criant. Cette misère de l'apprentissage est la conséquence quasi automatique du mépris bien français de l'intellectuel pour le manuel.

Les ingénieurs sont de plus en plus formés au « bavardage PowerPoint », et vont parader dans les sphères décisionnelles sans être jamais passé par la case « usine », « recherche » ou « bureau d'études ». **Plus les écoles sont prestigieuses, plus la dérive est forte.** L'essaimage vers l'industrie de ces ersatz d'ingénieurs ne fait qu'amplifier ce constat dramatique : **l'ordre du discours a pris le pas sur l'ordre de l'action et des résultats concrets.**

Ajoutons à cela l'état désastreux de la formation continue, qui est à de rares exceptions près la chasse gardée de « profiteurs de subventions ». Là encore le contraste avec les autres pays occidentaux est éclairant... et effrayant : dans chaque amphithéâtre d'un département d'ingénierie d'une université anglo-saxonne, on trouve des étudiants en cours d'études initiales aussi bien que des professionnels venant renouveler leur formation. En France, le CNAM a vocation à cela, trop souvent en mode ségrégation d'avec le milieu universitaire « normal », mais au prix de quelles difficultés pour ceux qui prennent cette voie !

Pour couronner le tout – et c'est particulièrement dommageable dans un pays de tradition colbertiste où la porosité entre la haute administration et les sphères dirigeantes industrielles est une constante

On a vu se développer une haute administration inapte à analyser les problèmes industriels et incapable de prendre des décisions sur des bases solides : les énarques n'y sont pas préparés, les corps techniques de l'État n'ont plus rien de technique. La communauté de formation entre les élites publiques et industrielles, qui avait été un atout majeur à l'époque des Trente Glorieuses, est devenue une faiblesse dramatique de notre pays.

Une analyse comparative avec la Corée du Sud, le Canada, l'Allemagne s'impose. Il ne serait pas inutile de voir aussi le système chinois. On ne reconstruira durablement une souveraineté nationale dans le secteur industriel que si les faiblesses de notre système de formation sont analysées et corrigées.

RECHERCHE ACADÉMIQUE ET SECTEURS INDUSTRIELS STRATÉGIQUES

Dans le même temps où les **instances ministérielles se peuplaient d'universitaires médiocres**, sans vision stratégique, alors que les plus prestigieuses institutions de la recherche voyaient de dégrader avec constance le « pedigree scientifique » de leurs dirigeants, on a vu proliférer une programmation scientifique tissée de mots clés, d'exigence sociétale, d'impact sur les tissus économique et industriel, exigences dans les discours sans que jamais l'efficacité des actions soit sérieusement évaluée. La multiplication des organismes de « valorisation », avec des modèles économiques aussi peu viables les uns que les autres, et une réglementation qui fait tout pour leur rendre la coordination-coopération entre eux impossible, parachève le théâtre d'ombres d'une pseudo-politique de recherche industrielle dans l'état. Il en est résulté une forme de bavardage enfantin où la politique de l'État se limite à faire semblant, et la prospective scientifique à enfourcher le dernier dada à la mode. La définition de grands programmes en termes de « projets » est un désastre du point de vue de la science, et est totalement inefficace du point de vue de l'industrie.

On ne pourra sortir de cette ornière qu'en extirpant le primat de la communication dans le processus de décision, et en identifiant les besoins académiques non en termes de projets à finalité explicites mais en termes de compétences nécessaires et de moyens expérimentaux, y compris en termes de pilotes semi-industriels. L'illusion des ministères qui pensent avoir une politique de recherche parce qu'ils surfent sur le dernier « buzz-word » doit cesser. **L'obsession de l'innovation qui conduit à abandonner des pans entiers de recherche parce que passés de mode est probablement ce qui a fait le plus de mal à notre pays.**

Une fois encore, les exemples de la Corée du Sud, de la Chine, de la Suède, de l'Allemagne doivent être revisités en profondeur et ne pas se contenter, dans cette analyse, du pourcentage du PIB.

LE SECTEUR BANCAIRE CAPABLE DE FINANCER CES INDUSTRIES ?

Le secteur bancaire français, très puissant et très visible à l'étranger, ce qui est un atout, a par exemple grandement aidé au développement d'Airbus. Mais il a en général une incapacité quasi pathologique à aider le développement industriel. Les régulations mises en place avec quelque raison après la crise de 2008, qui ne facilitent pas les prises de risque, ainsi que l'absence de fonds d'investissements qui pourraient prendre ces risques – que les banques ne sont pas incitées à prendre – font de notre secteur financier un monde conservateur pour lequel la rentabilité à court terme des placements est plus rassurante, et qui encourage les tours de passe-passe financiers des fusions acquisitions plus que les investissements dans un outil industriel.

L'épargne des Français est elle-même peu mobilisée pour des actions industrielles et l'implication des salariés dans la possession de l'entreprise, actionnariat salarié ou *stock-options* largement généralisées, est médiocrement développé. En ce qui concerne les start-up, quand les États-Unis font un tour de table à 10 millions de dollars en deux heures de réunion, nos grandes banques s'avèrent incapables de réactivité. La Banque publique d'investissement, faute de pouvoir faire des analyses techniques approfondies, en dehors du domaine des nouvelles technologies dématérialisées, se contente de surfer sur la vague des derniers sujets à la mode. « Je veux quelque chose de nouveau » est le mantra des instances de financement public.

LA QUESTION EUROPÉENNE

La question du rôle de l'Europe dans la souveraineté industrielle est complexe. Une fois débarrassé de la version irénique d'une Europe qui serait la solution à tous nos problèmes, et de l'Europe bouc émissaire de toutes les incuries gouvernementales, il est difficile de nier que la dimension européenne est la bonne échelle pour faire face aux grands blocs : Chine, États-Unis – Canada,

reste de l'Asie et, un jour, Afrique et Amérique latine. Mais force est de constater qu'à ce jour, à de rares exceptions près, comme Airbus, la machine européenne a plus été un frein au développement de champions industriels européens, **ce au nom de la libre concurrence**. Une composante essentielle a structuré l'Europe de manière destructrice, et a été accentuée par le dogme de l'hyper libéralisme anglo-saxon : c'est la toute-puissance du marché et la préférence systématiquement donnée au consommateur final qui a conduit à ouvrir nos marchés à des zones géographiques extérieures, et ainsi à fragiliser puis à détruire notre industrie, nous rendant dépendants à outrance des pays non européens. **On a juste oublié que le consommateur final n'est consommateur qu'à temps partiel, le reste du temps il doit bien gagner sa vie, donc produire, pour pouvoir ensuite consommer.**

En détruisant les secteurs de production, les ressources des consommateurs s'en sont trouvées diminuées, les aides sociales ponctionnées chez ceux qui ont encore la chance de pouvoir travailler ne fournissant que des soins palliatifs à une économie malade. Un rééquilibrage du marché européen introduisant une notion de « préférence de production européenne » est indispensable si on veut relever l'Europe du champ de ruines actuel. Mais il est clair qu'une telle politique ne peut se mettre en œuvre avec les structures de gouvernance actuelle : il est trop facile à un des géants du globe de faire un accord bilatéral ciblé avec un des pays européens pour bloquer ensuite, par le jeu de l'unanimité, toute velléité de protection du marché européen. Développée à la sortie de la Seconde Guerre mondiale pour éviter le « protectionnisme interne » des États, l'Europe s'avère à ce jour incapable de se protéger des autres acteurs majeurs de la planète, et un obstacle à la création de « champions européens » à l'échelle mondiale. Faute d'avoir défini le champ d'action où elle était légitime, elle a préempté la capacité de décision des États dans leurs attributions stratégiques, comme celui de l'énergie, cachant derrière une prétendue politique commune une sujétion totale au plus puissant de ses membres.

UN MAL QUI NE SE SOIGNE PAS SEULEMENT À COUPS DE MILLIARDS

La perte de souveraineté industrielle du pays résulte malheureusement aussi d'une perte du sens de l'État chez ses dirigeants. La perméabilité des frontières entre la haute fonction publique et les directions industrielles fait que cette perte s'est généralisée, avec, même si on peut trouver d'heureuses exceptions, une tendance prévisible : **ceux qui ne servaient plus l'État mais leur carrière quand ils étaient dans la haute administration se sentent autorisés, une fois de l'autre côté de la barrière, à en profiter.**

La perte du sens de l'État s'accompagne d'une perte de compétences techniques, tant à l'ENA que dans les grands corps. Et la perte de compétence technique résulte d'un système de formation inadapté et trop éloigné du monde de l'industrie. De cette perte du sens de l'État et de l'incompétence technique généralisée résulte une incapacité, aveuglement ou cynisme, à identifier sans ambiguïté ce qui est indispensable à la souveraineté nationale, ce qui constitue des atouts majeurs pour le pays et ce qui est simplement une activité parmi d'autres. Tout aussi absente est l'analyse des conditions de possibilités des choix stratégiques.

Pour couronner le tout, la perte de souveraineté monétaire, l'absence de politique industrielle en France, la démission de l'Europe en termes de politique industrielle et la lâche décision de s'en accommoder **conduisent à des délires complets tels que l'actuel *Green Deal*, qui ne fait sens ni du point de vue économique ni du point de vue écologique et qui incarne la preuve évidente d'un pays qui a renoncé à sa souveraineté sur une question majeure telle que l'énergie, le climat servant de cache-misère à des luttes d'influence entre lobbies**. Cette absence de politique industrielle de l'Europe a beau être d'une évidente stupidité, plus personne n'ose la dénoncer tant les vaches sacrées (écologique, européiste) **ont réussi à décérébrer le débat public**. Un plan d'action pour recouvrer la souveraineté industrielle doit se fonder sur le recensement structuré des points évoqués dans cet article, l'élément de base étant le concept de *brique technologique*.

Pour chaque brique technologique il faut s'assurer qu'il y a un ou deux acteurs contrôlés par le pays, avec les moyens d'y maintenir une position de leadership mondial. Cela passera forcément par des consolidations industrielles, impliquant ou non une participation de l'État. À court terme, il faut que les acteurs publics repassent sous un contrôle strict afin d'assurer le retour à un État de droit agissant en fonction des priorités nationales.

À moyen terme, sans nécessairement rêver de reconstruire le Commissariat au plan de l'époque héroïque des Pierre MASSE et des Louis ARMAND, il est urgent que l'État, colbertiste dans son ADN, l'assume pleinement et se donne une haute administration digne de sa mission, **c'est-à-dire capable d'une analyse scientifique et technique des dossiers, non seulement par sa formation, mais aussi par une pratique de l'industrie comme étape d'apprentissage, et non comme zone de pantouflage.**

On n'ira nulle part en continuant à s'appuyer sur des conseillers sans expérience et dont la suffisance ne fait qu'amplifier l'incompétence.

Ces pré-requis sont des conditions nécessaires pour reconstruire une souveraineté industrielle. Elles ne sont pas suffisantes. Il n'y aura de souveraineté industrielle que s'il y a une industrie, et la floraison post-COVID-19 de toute une littérature illuminée sur le « monde d'après » est inquiétante.

Il faudra dépasser sur les questions de « mondialisation » la vulgate néolibérale ou anticapitaliste.

L'imbrication de nos États dans des structures supranationales demande une clarification des différents domaines dans lesquels la souveraineté s'exprime.

Comme le disait Clemenceau, *« Il faut savoir ce que l'on veut. Quand on le sait, il faut avoir le courage de le dire ; quand on le dit, il faut avoir le courage de le faire ».*

Si la reconquête de la souveraineté industrielle n'est qu'un artifice rhétorique de plus, si les objectifs ne sont pas convenablement déclinés, y compris dans ce qu'ils peuvent avoir de perturbant pour l'idéologie dominante, on peut être certain que les milliards d'euros couleront à flots, mais que les plans de ré-industrialisation ressembleront aux bals que ces aristocrates ruinés donnaient dans leurs châteaux alors que la toiture faisait eau de toute part.